

qu'il avait préparé. Aussi, lorsqu'il fut rendu à Toronto il fit l'énoncé stupéfiant qu'il lui avait fallu adopter ce moyen diplomatique afin d'obtenir l'annulation des traités belge et allemand. Ou en d'autres termes, il lui a fallu avaler d'un seul coup toutes les professions de foi qu'il avait adressées au peuple du Canada dès le premier instant où il mit le pied sur le sol britannique; et cela dans quel but? Afin de blaguer le peuple anglais et l'engager à croire que les Ministres canadiens adhéraient à chacun des principes qu'ils avaient proclamés quant à la politique douanière du Canada, en pratiquant le système du libre-échange. Quand la branche d'olivier fut tendu par le duc de Devonshire—l'un des libéraux les plus éminents d'Angleterre, appartenant à une famille de whigs et de libéraux depuis toute une génération, mais rallié aujourd'hui, il est vrai, à lord Salisbury, surtout à raison de la question de l'autonomie de l'Irlande—et que la même chose fut faite plus tard par M. Chamberlain—elle fut repoussée par sir Wilfrid Laurier au nom du Canada, et ici encore, en dépit des professions de foi qu'il avait faites au cours des huit ou dix dernières années. Bien, dit-il, je n'aurais pas pu obtenir l'annulation de ces traités si je n'avais pas recouru à ce moyen. Comment? Mais il me semble qu'un diplomate se serait tu!..... Il n'y avait aucune nécessité pour lui de repousser une proposition, quels qu'éloignés qu'en fussent les résultats pratiques, quelle qu'indéfinie qu'elle fut, dès l'instant où il mettait le pied sur les rivages de l'Angleterre. Tout ce qu'il lui fallait faire, lorsqu'on laissa entendre que l'Angleterre était prête à adopter une politique plus libérale, et à donner quelque chose en retour de l'entrée sur nos marchés des produits de ses ateliers industriels, était assurément soit d'en remercier le peuple anglais, ou de faire une réponse de nature à ne pas engager l'avenir afin que le jour où la conférence s'est réunie, elle eût pu discuter librement la question.

L'honorable M. MILLS, *ministre de la Justice*: Quelle est, dois-je comprendre, la nature de la proposition faite par le duc de Devonshire?

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL: Je n'ai pas dit qu'une proposition fut faite; j'ai prétendu que la branche d'olivier fut

tendue par le duc de Devonshire lorsqu'il déclara qu'un système commercial basé sur des préférences réciproques pourrait être adopté.

L'honorable M. BOULTON: Sur quelles bases?.....cela fait une grande différence.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL: Il en serait ainsi, si une base quelconque avait été suggérée, mais rien ne fut dit à ce sujet.

L'honorable M. BOULTON: Mais était-ce sur une base de protection ou de libre-échange?

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL: Pourquoi poser une telle question? N'ai-je pas déjà dit qu'aucune base ne fut suggérée. Le Premier Ministre avait dit, et il a réitéré la chose l'autre jour,—et la même prétention a été émise par le *Globe*—que la proposition de M. Chamberlain comportait le libre-échange pur et simple entre l'Angleterre et ses colonies. Etes-vous prêts, a ajouté le Premier Ministre, à appliquer cette politique? La réponse nous est donnée par le *Times*, de Londres, qui s'est inscrit en faux contre cet énoncé. Le *Times*, de Londres, déclara, en commentant l'article publié dans le *Globe*, que M. Chamberlain est un homme sensé, qui ne voudrait jamais faire une telle proposition; et nous n'avons aucune preuve qu'il ait fait une telle proposition. Au contraire, le dossier établit ce que M. Chamberlain proposa à cette conférence, et il n'appart pas qu'il y ait fait une telle proposition.

Lorsque l'autre jour, on demanda ce qui s'était passé à cette conférence, le Premier Ministre répliqua qu'il ne pouvait pas le dire parce qu'il ne lui était pas permis d'en dévoiler les délibérations au public. Ne pouvons-nous pas nous demander tout naturellement comment il se fait que le *Globe* ait été mis en possession de ces renseignements, à moins qu'ils ne lui aient été donnés dans le but d'influencer l'élection qui se faisait alors, ou que cet article ait été inventé de toute pièce par son auteur? Si le Premier Ministre a pris sur lui la responsabilité de dire à l'auteur de l'article de rédaction du *Globe*, qu'une telle proposition fut faite, alors il aurait pu renseigner le pays sur l'ensemble des délibérations qui ont eu lieu à ce sujet au sein de la conférence; autrement c'est un manque